

La [Politique nationale de la recherche et de l'innovation](#) (pdf) présentée la semaine dernière par le ministre [Pierre Duchesne](#) a été très bien reçue autant du côté des chercheurs (voir l'avis de l'[Acfas](#)) que des entreprises (voir l'avis de l'[Adriq](#)). L'opposition y voit bien évidemment une mesure électoraliste.

Dotée d'un budget de 3,7 milliards de dollars, la PNRI s'étend sur cinq ans, alors que les précédentes stratégies portaient sur seulement trois ans, une période jugée trop courte par les chercheurs qui doivent penser à long terme.

Comme toute politique ou stratégie de ce type, elle prévoit tout un train de mesures pour encourager la recherche, la formation de la relève scientifique et l'innovation en entreprise, que plusieurs journalistes ont bien [résumé](#) dans les derniers jours.

Mais elle se distingue nettement concernant trois points essentiels.

1. Une vision claire des défis

Alors que dans ce genre de document, on se contente habituellement d'un discours un peu creux sur les finalités d'une politique scientifique (la société du savoir comme source de richesse et d'épanouissement...), la PNRI innove en détaillant les trois domaines dans lesquels le Québec a absolument besoin des connaissances issues de la recherche pour préparer son avenir :

- les changements démographiques (les multiples impacts du vieillissement de la population)
- le développement durable, particulièrement sous l'angle des changements climatiques et de la sécurité énergétique
- l'identité québécoise, entendue comme la manière dont les Québécois peuvent vivre ensemble en s'entendant sur certaines valeurs (débat hautement d'actualité...).

Qu'elle soit fondamentale ou appliquée, la recherche que financera Québec devra donc autant que possible essayer de s'attaquer à ces trois défis.

Cibler ainsi ce qu'on attend des chercheurs me semble très porteur. Chacun de ces défis ratisse assez large, ce qui ne devrait donc pas brimer grand monde. En même temps, le gouvernement indique clairement ce qu'il attend des scientifiques, ce qui semble justifié compte tenu des montants d'argent qu'il met à leur disposition.

2. La culture scientifique comme pilier de la société du savoir

La culture scientifique est souvent le parent pauvre des stratégies de recherche et d'innovation. On va rarement au-delà du discours convenu sur l'importance d'une population éclairée et sur la nécessité de préparer la relève, tout en consacrant des fonds faméliques aux acteurs sur le terrain.

La PNRI va beaucoup plus loin que les stratégies précédentes, autant dans son analyse du défi de la culture scientifique que dans les budgets alloués.

Dans la stratégie 2010-2013, les efforts du gouvernement en terme de culture scientifique se résumaient essentiellement au programme Novascience, doté de 4,9 millions de dollars sur trois ans, qui encourageait surtout les projets visant à inciter les jeunes à se tourner vers les carrières en sciences et technologies.

La culture scientifique était donc vue comme une question de développement de main-d'œuvre, une vision hautement réductrice alors qu'on ne compte plus le nombre de débats qui opposent citoyens, entreprises et gouvernement sur des questions impliquant des notions de science et de technologie (ne pensons qu'au développement du gaz de schiste ou aux pipelines...).

La nouvelle politique ne cible pas uniquement les jeunes. Elle prévoit aussi du soutien pour la science dans les musées, les événements de sciences dans des lieux comme les centres commerciaux, un soutien accru au Canal Savoir et même un encouragement au journalisme

scientifique ! C'est la première fois qu'on reconnaît aussi explicitement que le traitement de la science dans les médias a son importance, et je ne peux que bien évidemment m'en réjouir !

Globalement, la PNRI prévoit 21 millions sur trois ans pour la culture scientifique, et 41 millions sur cinq ans.

Elle inclut aussi des mesures fort intéressantes pour soutenir l'enseignement des sciences au primaire, au secondaire et au collégial, comme l'ajout de 25 millions de dollars aux budgets existants pour financer des équipements scientifiques dans les écoles, particulièrement au primaire et dans les milieux défavorisés. Espérons qu'il y aura aussi des fonds pour soutenir les enseignants qui s'en serviront.

3. L'interface science et politique

La PNRI met le doigt sur un autre problème fondamental qui n'est pourtant jamais explicitement traité dans ce genre de document : le fait que les politiques gouvernementales ne s'appuient pas toujours sur les résultats de la recherche et donc sur les meilleures connaissances disponibles. On se contente habituellement à ce stade d'un beau discours sur la «valorisation de la recherche» par toutes les instances gouvernementales.

Après une attaque en règle de la politique fédérale obscurantiste du gouvernement Harper, Québec explique comment il compte faire mieux.

La PNRI prévoit deux actions notables à ce chapitre :

- «Créer une table de concertation interministérielle sur les grands enjeux de société afin d'assurer la convergence des actions de l'État en matière de recherche.»

Il faut y voir une tentative de tirer le meilleur parti des efforts de recherche interne du gouvernement. Actuellement, plusieurs ministères ont des (petites) équipes de chercheurs dans

divers domaines, mais le tout manque de cohérence.

Faire travailler un peu plus ensemble les chercheurs des ressources naturelles avec ceux de l'environnement, par exemple, permettrait certainement de tirer un bien meilleur parti de leurs expertises.

-«Favoriser la création de forums réguliers entre les élus et les chercheurs et trouver les modalités d'une meilleure interaction entre scientifiques et acteurs gouvernementaux.»

Ces rapports ne doivent pas servir à l'instrumentalisation de la recherche, mais visent l'usage systématique de ses résultats dans la définition et dans l'orientation des actions de l'État québécois. Ils ne doivent pas nuire à l'indépendance du milieu scientifique, car elle est la condition d'une recherche fiable fondée sur le respect des règles propres à la recherche scientifique. Celles-ci doivent présider au développement de toute nouvelle connaissance comme de toute innovation, qu'elle soit sociale, technologique ou organisationnelle.

Sur le papier, tout du moins, cette politique me semble donc fort innovante, et fort intéressante.

Maintenant que la table est mise, il reste à voir comment tout cela se concrétisera, alors que les rumeurs d'élections vont bon train...

Les trois bons coups de la politique scientifique

Écrit par Valérie Borde

Lundi, 21 Octobre 2013 17:19 -

Cet article [Les trois bons coups de la politique scientifique](#) est apparu en premier sur [L'actualité](#)

.

Consultez la source sur Lactualite.com: [Les trois bons coups de la politique scientifique](#)